

Direction départementale des territoires
et de la mer de la Gironde

Bordeaux, le 20 avril 2016,

Service Eau et Nature

DDTM 33

Unité Eau, Nature et Territoires

Service Urbanisme Aménagement Transports

Unité Planification

Affaire suivie par : Marcel MASCI
Email : marcel.masci@gironde.gouv.fr
Tél. 05.56.24.86.50

Objet : Communauté de communes du CREONNAIS
Porter à connaissance – P.L.U.i
Contribution SEN.

à l'attention de Christine SANCHEZ

J'ai l'honneur de vous faire connaître les éléments à prendre en compte relativement aux aspects Eau et Nature :

1/ EAU ET MILIEUX AQUATIQUES :

La Loi du 3 janvier 1992 s'inscrit dans la démarche d'un renforcement de la politique de l'environnement, tant au niveau communautaire (directives ERU, DCE...), que national. Elle a notamment pour objectif d'assurer et de réhabiliter la qualité des eaux du territoire, et d'en établir une gestion équilibrée. La loi 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques est venue la compléter.

La réglementation Eau est retranscrite dans le Code de l'Environnement Livre II – Titre 1^{er} (parties Législative et Réglementaire.)

Les principes fondamentaux en sont la reconnaissance de la valeur patrimoniale de l'eau, le respect de l'équilibre des écosystèmes aquatiques, des zones humides et de leur richesse spécifique, l'adéquation de toute opération ou projet dans le domaine de l'eau et l'implication plus grande de l'Etat et des Collectivités Territoriales dans la gestion de l'eau.

1.1 – Compatibilité des documents d'urbanisme au SDAGE et aux SAGE :

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a créé deux outils de planification dans le domaine de l'eau :

- Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (**SDAGE**) qui fixent, par grand bassin hydrographique, les orientations d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Ils sont élaborés par le comité du bassin.
- Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (**SAGE**) qui peuvent être élaborés à l'échelle d'un sous-bassin versant ou d'un groupement de sous-bassins par une commission locale de l'eau dont la composition est arrêtée par le préfet. Ils fixent les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine, des écosystèmes aquatiques, ainsi que des objectifs de préservation des zones humides. Ils doivent être compatibles avec le **SDAGE**.

Les SDAGE et les SAGE s'imposent aux autorités administratives. Les programmes et décisions administratives afférant au domaine de l'eau doivent être **compatibles ou rendus compatibles** avec leurs dispositions.

Les documents locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec les orientations fondamentales définies par les **SDAGE**, ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les **SAGE (article L 131-1 du Code de l'urbanisme)**. Lorsqu'un de ces documents (**SDAGE** ou **SAGE**) est approuvé après l'élaboration d'un document local d'urbanisme, alors ce dernier doit être rendu compatible avec lui dans un délai de trois ans.

SDAGE

La communauté de communes du Créonnais, comme toutes les autres communes du département de la Gironde, est concernée par le **SDAGE Adour-Garonne** approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de Bassin Adour-Garonne du **01^{er} décembre 2015 (JO du 20/12/2015)**, pour la période **2016-2021**.

Lien informations SDAGE: **UN CADRE : LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) ET SON PROGRAMME DE MESURES (PDM) - Agence de l'eau Adour Garonne** *(clic droit, puis ouvrir l'hyperlien)*

SAGE

Le territoire de la communauté de communes du Créonnais est concerné par :

- le **SAGE Nappes profondes de la Gironde** approuvé par Arrêté Préfectoral du 25 novembre 2003, et révisé le 18 juin 2013,
- le **SAGE Dordogne-Atlantique**, en cours d'élaboration, mais dont la prise en compte des objectifs le plus à l'amont possible est recommandée, pour anticiper la mise en compatibilité qui s'imposera quand ce document sera approuvé,

- le **SAGE Vallée de la Garonne**, en cours d'élaboration, mais dont la prise en compte des objectifs le plus à l'amont possible est recommandée, pour anticiper la mise en compatibilité qui s'imposera quand ce document sera approuvé. (prévision fin 2017)

Site d'information sur les **SAGE** : [Gest'eau | Le site des outils de gestion intégrée de l'eau](#) (clic droit, puis ouvrir l'hyperlien)

1.2 – Gestion de l'Eau Potable

La compétence de l'alimentation en eau potable des communes de la CDC est actuellement assurée par plusieurs structures communales ou intercommunales, en particulier:

● Le **S.I.A.E.P.A.N.C. de la Région de BONNETAN**, dont font partie les communes de: **CREON, CURSAN, LIGNAN-DE-BORDEAUX, LOUPES, LE POUT, SADIRAC**. (la commune de **SAINT-GENES-DE-LOMBAUD** et une partie de la commune de **BARON** sont également alimentées à partir de ce syndicat)

L'arrêté préfectoral n°SNER2010/06/23-02 du 23 juin 2010 fixe les autorisations globales de prélèvements et les prescriptions qui s'imposent à la collectivité, relativement aux ouvrages de captage suivants:

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque Observations	m³/h	m³/j	m³/an
MONTUARD (Créon)	08281X0007	EOCENE CENTRE -déficitaire	Eau fluorée	40	900	207 000
ROCHON 1 (Le Pout)	08281X0022		Usage pour dilution du fluor	90	1 800	657 000
ROCHON 2 (Le Pout)	08281X0033			200	4 000	720 000
DROUILLARD (St Sulpice et Cameyrac)	08034X0031			120	2 400	525 000
LA GRAVETTE (Salleboeuf)	08045X0037			120	2 400	800 000

Sous-total : Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion « EOCENE CENTRE »	1 797 000 m³
--	---------------------

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque Observations	m³/h	m³/j	m³/an
STADE DE CREON	08281X0032	OLIGOCENE E2M CENTRE non déficitaire	Usage pour dilution du fluor	20	450	103 000

Sous-total : Volume annuel autorisé pour la nappe de l'Oligocène E2M déconnectée de l'Unité de gestion « OLIGOCENE CENTRE »	103 000 m³
--	-------------------

TOTAL des volumes annuels autorisés toutes Unités de Gestion confondues	1 900 000 m³
--	---------------------

● Le **S.I.A.E.P. de la Région de TARGON** : dont font partie les communes de: **BLESIGNAC, SAINT-LEON, LA SAUVE**.

L'arrêté préfectoral n°SNER2012/09/4-56 du 09 juillet 2012 fixe les autorisations globales de prélèvements et les prescriptions qui s'imposent à la collectivité, relativement aux ouvrages de captage suivants:

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m³/h	m³/j	m³/an
RIOT (La Sauve)	08281X0018	EOCENE CENTRE Déficitaire		80	1 600	365 000
COMMUNAL (Targon)	08282X0029			125	1 250	420 000

TOTAL des volumes annuels autorisés pour l'Unité de gestion « EOCENE CENTRE »	420 000 m³
--	-------------------

● Le **S.I.A.E.P. SAINT GENES DE LOMBAUD-MADIRAC-SADIRAC**: qui assure la gestion de l'Eau Potable pour les communes de **MADIRAC** et **SAINT GENES DE LOMBAUD**. Ce syndicat n'a pas de ressources propres, et les communes sont principalement alimentées par le Syndicat de **BONNETAN (Saint-Genès-de-Lombaud)**, et le nouveau Syndicat des Portes de l'Entre-deux-Mers (**Madirac**) via l'ancien Syndicat de **LYDE**.

Références de l'arrêté préfectoral de l'ancien S.I.E.A. de LYDE : n°SNER2011/01/31-24 du 07 février 2011:

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m³/h	m³/j	m³/an
BEAU RIVAGE dit PETIT PORT (Baurech)	08278X0112	EOCENE CENTRE Déficitaire		25	400	146 000
LE COURREAU dit BRIDAT (Baurech)	08278X0186			120	2 400	380 000

TOTAL des volumes annuels autorisés pour l'Unité de gestion « EOCENE CENTRE »	380 000 m³
--	-------------------

Pour mémoire, les deux autres arrêtés d'autorisation intéressent les autres composantes du SIEA des Portes de l'Entre-deux-Mers:

ex-SIEA SIAEPA de Bouliac-Carignan-Cénac-Latresne : arrêté préfectoral n°SNER2011/03/8-37 du 08 mars 2011

ex-SIAEP Camblanes-Quinsac : arrêté préfectoral n°SNER/10/12/08/-24 du 08 décembre 2010

Les 5 forages de ces anciens syndicats exploitent également l'aquifère Eocène Centre déficitaire.

● **Commune de HAUX** : la commune dispose d'un forage qu'elle n'exploite pas pour l'instant pour des problèmes de qualité d'eau. Elle est alimentée actuellement par le S.I.A.E.P.A. de LANGOIRAN, mais elle n'adhère cependant pas à ce Syndicat.

Références de l'arrêté préfectoral du S.I.A.E.P.A. de LANGOIRAN: n°21 du 18 décembre 2009:

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion – classement	Zone à risque	m³/h	m³/j	m³/an
BOURG (Langoiran)	08278X0129	EOCENE Centre Déficitaire	Zone de dénoyage	100	2 000	493 000

TOTAL des volumes annuels autorisés pour l'Unité de gestion « EOCENE CENTRE »	493 000 m³
--	-------------------

● **Le S.I.A.E.P.A. de la Région d'ARVEYRES** : dont fait partie la commune de **BARON**. (une partie de la commune est alimentée depuis le S.I.A.E.P.A.N.C. de la Région de BONNETAN)

L'arrêté préfectoral n°SEN-2013/10/21-119 du 14 novembre 2013 fixe les autorisations globales de prélèvements et les prescriptions qui s'imposent à la collectivité, relativement aux ouvrages de captage suivants:

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m³/h	m³/j	m³/an
GRAND BARAIL (Cadarsac)	08045X0036	Eocène Centre Déficitaire	Zone de dénoyage	150	3 000	1 095 000
CANAUDONNE (Génissac)	08046X0024			100	2 000	730 000
LES BOINS (Izon)	08041X0051			150	1 500	550 000
L'OUSTALOT bis (Moulon)	08046X0162			150	3 000	540 000
L'OUSTALOT	08046X0001			Forage à combler		

TOTAL des volumes annuels autorisés pour l'Unité de gestion « EOCENE CENTRE »	1 920 000 m³
--	---------------------

L'ensemble des ressources des communes est classé en **unité de gestion Eocène Centre déficitaire**, ce qui nécessite une **réduction** des prélèvements, à obtenir par des travaux **significatifs** d'amélioration du rendement des réseaux (suite à des études de diagnostic et de sectorisation), et par la mise en œuvre et la promotion d'une politique hydro-économe auprès des usagers et des aménageurs.

Par ailleurs, la compétence de l'alimentation en eau potable à l'intérieur du périmètre de la CDC est portée par plusieurs structures différentes qui, de plus, se composent d'autres communes extérieures qui en partagent les ressources et les installations de production et de distribution.

Par suite, l'analyse des enjeux eau potable et de la compatibilité au SAGE Nappes profondes de la Gironde devra s'appuyer sur:

- *L'utilisation des données issues des études de diagnostic des réseaux d'eau potable de chacune des collectivités compétentes, avec notamment les mesures de réhabilitation nécessaires et les économies d'eau envisagées ou réalisées,*
- *La vérification des consommations actuelles par rapport aux arrêtés d'autorisation de prélèvement,*
- *La vérification de la disponibilité d'une quote-part résiduelle suffisante pour chaque commune, selon les extensions prévues, (ressources mutualisées avec d'autres communes dont certaines extérieures à la CDC)*

Toutes les informations utiles sont à rechercher auprès des collectivités qui assurent la compétence du Service de l'Eau Potable.

La recherche de **ressources de substitution nécessaires** au développement de la commune vient alors en complément de cette démarche. Pour étudier les besoins et assurer la compatibilité du PLUi au **SAGE Nappes profondes de la Gironde**, il est important d'associer le plus à l'amont possible le Syndicat Mixte d'Etudes et de Gestion de la Ressource en Eau du Département de la Gironde (**SMEGREG**), opérateur technique de la C.L.E. du **SAGE Nappes profondes de la Gironde**.

Liens utiles :

Observatoire National des services de l'Eau et de l'Assainissement : <http://www.services.eaufrance.fr>

SAGE Nappes profondes – SMEGREG : <http://smegreg.fr/> (clic droit, puis ouvrir l'hyperlien)

Les périmètres de protection pour l'ensemble des forages profonds sont à obtenir auprès des services de l'ARS 33.

1.3 – Assainissement Eaux Usées :

Les Schémas de zonage de l'Assainissement collectif-non collectif des communes seront actualisés et joints en annexe au PLUi.

A priori, les communes de **BARON, BLESIGNAC, SAINT-GENES-DE-LOMBAUD** et **SAINT-LEON**, ne disposent actuellement d'aucun ouvrage d'assainissement collectif (ni réseau de collecte, ni de station de traitement). Cependant, certains écarts peuvent disposer d'un réseau de collecte relié à celui d'une commune voisine. (ex : Hameau Signoret à Baron, vers la station de Coursan)

La commune de **CREON** dispose de 3 unités de traitement de ses eaux usées, dont une station principale, et deux petites unités desservant des hameaux. Compétence assainissement collectif : **communale**.

CREON 2:

Code SANDRE : 0533140V004

Capacité nominale **5 500 EH station nouvelle mise en service en mai 2014.**, et abandon de l'ancienne station.
arrêté de prescriptions spécifiques à déclaration n° **35 du 19 novembre 2007**. (DDAF)

Type boues activées- aération prolongée, avec réacteur biologique à membranes,

Rejet des eaux traitées dans le Lafon via le Lubert.

Charge maximum pour l'année 2014 (donnée autosurveillance réglementaire) : **5 628 EH**

Conformité européenne et locale en 2014 de cette nouvelle station.

CREON-Hameau de Gènesat :

Code SANDRE : 0533140V003

Capacité **45 EH** - Fosse toutes eaux-chasse hydraulique-répartiteurs-filtres à sable,
Hameau du Gènesat,

CREON-Hameau de Baudin:

Code SANDRE : 0533140V002

Capacité **60 EH** Fosse toutes eaux-chasse hydraulique-répartiteurs-filtres à sable,
Hameau de Baudin,

CURSAN :Compétence assainissement collectif : **communale**.

CURSAN 2

Code SANDRE :0533145V002

Capacité **850 EH** – Dégrillage et lits plantés de roseaux,

Récépissé de déclaration du **10 août 2007** (pour 1050 EH), pas d'arrêté de prescriptions complémentaires,

Rejet des eaux traitées dans le Gestas,

Charge maximum pour l'année 2014 (donnée autosurveillance réglementaire) : **366 EH**

Conformité européenne et locale en 2014.

HAUX : Compétence assainissement collectif : **communale**.

HAUX

Code SANDRE :0533201V001

Capacité **400 EH** – Dégrilleur-déboureur, lagunage aéré, lagunes de décantation ,

Arrêté de prescriptions complémentaires n°**SEN/2012/12/05-78 du 05 décembre 2012**,

Rejet des eaux traitées dans le ruisseau La Haute Sage,

Charge maximum pour l'année 2014 (donnée autosurveillance réglementaire) : **306 EH**

Conformité européenne et locale en 2014.

HAUX 2.

Code SANDRE :0533201V002

Capacité **195 EH** – Dégrillage et lits plantés de roseaux,

Arrêté de prescriptions complémentaires n°**SEN/2012/12/05-79 du 05 décembre 2012**,

Mise en service en décembre 2014.

Rejet des eaux traitées dans le ruisseau « L'Espelette »,

Charge maximum pour l'année 2015 (donnée SATESE) : **96 EH**

LA SAUVE MAJEURE :Compétence assainissement collectif : **S.I.A.E.P. de la Région de TARGON**.

LA SAUVE 2

Code SANDRE :0533505V002

Capacité **1 000 EH** – Type boues activées-aération prolongée (SBR),

Arrêté de prescriptions complémentaires n°**SEN/2013/11/18-134 du 18 novembre 2013**,

Rejet des eaux traitées dans le Vayres,

Charge maximum pour l'année 2014 (donnée autosurveillance réglementaire) : **1 065 EH**

Conformité européenne et locale en 2014.

LE POUT:Compétence assainissement collectif : **communale**.

LE POUT

Code SANDRE :0533335V001

Capacité **300 EH** – Dégrillage et lits plantés de roseaux,

Récépissé de déclaration du 10 janvier 2000. **Renouvellement du dossier en cours au 01/04/2016**,

Rejet des eaux traitées dans le Louineau, affluent du Gestas

Charge maximum pour l'année 2014 (donnée autosurveillance réglementaire) : **130 EH**

Conformité européenne en 2014

Non-conformité locale en 2014.

LIGNAN-DE-BORDEAUX:Compétence assainissement collectif : **communale**.

LIGNAN-DE-BORDEAUX

Code SANDRE :0533245V001

Capacité **300 EH** – Dégrillage et lits plantés de roseaux,

Récépissé de déclaration du **25 janvier 2002**,

Rejet des eaux traitées dans la Pimpine,

Charge maximum pour l'année 2014 (donnée autosurveillance réglementaire) : 180 EH
Conformité européenne et locale en 2014.

LOUPES:Compétence assainissement collectif : **communale.**

LOUPES

Code SANDRE :0533252V001

Capacité **400 EH** – Lagunage naturel,

Déclaration renouvelée, arrêté de prescriptions complémentaires n°SEN/2015/11/12-94 du 17 novembre 2015,

Rejet des eaux traitées dans le Landereau,

Charge maximum pour l'année 2014 (donnée autosurveillance réglementaire) : 594 EH

MADIRAC : (réseau raccordé initialement sur l'ancienne station de Saint-Caprais-de-Bordeaux)

Compétence assainissement collectif : **Syndicat des Portes de l'Entre-deux-Mers.**

CAMBES

Code SANDRE : 0533084V002

Capacité nominale **7 000 EH station intercommunale mise en service en septembre 2011.**

et abandon des deux anciennes stations de Cambes et de Saint-Caprais,

Déclaration renouvelée, arrêté de prescriptions complémentaires n°SEN/2013/07/01-74 du 03 juillet 2013,

Type boues activées- aération prolongée,

Rejet des eaux traitées dans la Garonne.

Charge maximum pour l'année 2014 (donnée autosurveillance réglementaire) : 3 970 EH

Conformité européenne et locale en 2014.

SADIRAC :Compétence assainissement collectif : **communale.**

SADIRAC 2

Code SANDRE : 0533363V003

Capacité nominale **4 000 EH station nouvelle mise en service en janvier 2009.**

et abandon des deux anciennes stations du Bourg et de Lorient,

Arrêté Préfectoral d'autorisation du 10 février 2005. (DDE)

Type boues activées- aération prolongée, déphosphatation,

Rejet des eaux traitées dans la Pimpine.

Charge maximum pour l'année 2014 (donnée autosurveillance réglementaire) : 2 258 EH

Conformité européenne et locale en 2014.

Collectivités en charge du Service Public de l'Assainissement Non Collectif : (SPANC)

● **S.I.A.E.P.A.N.C. de la Région de BONNETAN** : Communes de CREON, CURSAN, HAUX, LIGNAN-DE-BORDEAUX, LOUPES, LE POUT, SADIRAC, SAINT-GENES-DE-LOMBAUD,

● **S.I.A.E.P. de la Région de TARGON** : Communes de BLESIGNAC, SAINT-LEON, LA SAUVE,

● **S.I.A.E.P.A. de la Région d'ARVEYRES** : Commune de BARON,

● **Syndicat des Portes de l'Entre-deux-Mers** : Commune de MADIRAC.

Pour les dispositifs d'assainissement non collectif existant sur les communes, il conviendra de préciser si les contrôles de conformité réglementaires ont été réalisés par les SPANC, le bilan chiffré des non-conformités, et d'exposer les suites envisagées ou qui ont été données pour réaliser les réhabilitations et les mises en conformité nécessaires.

Lien utile sur les fusions en cours de structures intercommunales :

Schéma Départemental de Coopération Intercommunale du 29 mars 2016 :

<http://www.gironde.gouv.fr/Actualites/Breves/Schema-departemental-de-cooperation-intercommunale-SDCI-de-la-Gironde>

1.4 – Assainissement Eaux Pluviales :

Il convient de s'assurer auprès des Communes de l'existence de schémas d'assainissement pluvial. Les éléments de ces documents devront être intégrés au PLUi.

1.5 – Directive Cadre sur l'Eau (DCE) :

Les masses d'eau superficielles identifiées dans le SDAGE avec objectifs du retour au bon état écologique sont les suivantes :

Masses d'eau Rivière :

FRFRT32_10 La Souloire (BARON)

FRFRT32_7 La Canaudonne (BLESIGNAC, SAINT-LEON)

FRFR557C Le Gestas de sa source à la Dordogne (CREON, CURSAN, LA SAUVE-MAJEURE, LE POUT)

FRFRT33_15 La Pimpine (CREON, LIGNAN-DE-BORDEAUX, SADIRAC)

FRFRT33_10 Le Grand Estey (HAUX, LA SAUVE-MAJEURE)

Les données sont accessibles sur le Système d'Information sur l'Eau du Bassin Adour-Garonne avec le lien suivant :

<http://adour-garonne.eaufrance.fr/> (clic droit, puis ouvrir l'hyperlien)

Les communes de la CDC du Créonnais sont concernées par le zonage de répartition des eaux (ZRE : arrêté du 28 février 2005).

1.6 – Servitude A4 « Cours d'eau non domaniaux » :

La servitude d'utilité publique A4 relative aux passages sur les terrains riverains des cours d'eau a été modifiée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques.

Ainsi, les règlements d'urbanisme doivent impérativement faire état de la distance à respecter pour l'implantation de tout immeuble à proximité d'un cours d'eau. Cette obligation existe depuis le 3 février 1995. En toute zone, l'implantation des constructions doit permettre l'application de l'article L.215-18 du code de l'environnement. Une largeur maximale de 6 mètres doit être exempte d'obstacle le long des cours d'eau non domaniaux. Cette distance est mesurée par rapport à la rive du cours d'eau et en respectant les arbres et plantations existants.

1.7 – Préservation des zones humides, trame verte, trame bleue, SRCE:

L'article L211-1-1 du Code de l'environnement a qualifié la préservation et la gestion durable des zones humides d'intérêt général, et demande, à cet effet, que l'Etat, les Régions, les Départements, et les collectivités locales veillent, chacun dans son domaine de compétence, à la cohérence des diverses politiques publiques sur ces territoires, en particulier des politiques d'aménagement des territoires ruraux, ou encore que l'attribution des aides publiques tienne compte des difficultés de conservation et de gestion durable de ces zones. Cette obligation impose en particulier la traduction de cet intérêt général dans le PLUi de la Communauté de Communes, dans le cadre de son rapport de compatibilité avec le **SDAGE** Adour-Garonne.

En pratique, des investigations locales sur l'existence de zones humides sont à réaliser, en compléments des éléments d'informations fournis par les SAGE.

Pour les trames verte et bleue, une définition locale des continuités écologiques et des Trames devra être établie, dans un rapport de prise en compte du SRCE adopté par arrêté du 24 décembre 2015, (JO de la Région ALPC du 05 janvier 2016).

Lien :

<http://www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/adoption-du-schema-regional-de-coherence-a2088.html> (clic droit, puis ouvrir l'hyperlien)

Traduction dans le PLU i:

Etat Initial de l'Environnement :

Localisation des zones humides, au besoin à l'aide de documents cartographiés.

Localisation des T.V.B. et des corridors écologiques

Localisation des E.B.C.

PADD :

Les choix d'aménagement et de protection du PLU figurant dans le PADD, devront rester en cohérence avec le diagnostic environnemental (localisation des zones humides dans l'Etude d'Impact sur l'Environnement) et ne pas entrer en contradiction avec les orientations du **SDAGE** et les objectifs de protection du **SAGE** concernant la préservation des zones humides.

2/ NATURE , PAYSAGE ET BIODIVERSITE :

Un certain nombre de zones de protection et d'inventaires intéressant le territoire communal sont à prendre en compte :

2.1 – Inventaires scientifiques:

ZNIEFF 1 :

720015764 : Vallée du Gestas (génération 1),

720015753 : Bois de Degans (génération 1),

720015754 : Vallée et coteaux du Gaillardon (génération 1),

720015752 : Bois de Mauquey (génération 1),

720002389 : Vallée de la Pimpine et coteaux calcaires (génération 1),

ZNIEFF 1 modernisation:

720015753 : Bois de Degans,

720015754 : Ruisseau et coteaux du Gaillardon,

720030044 : Grottes de Cénac et Zones Humides de la Pimpine,

720015752 : Vallon de la Soye et Bois de Mauquey,

ZNIEFF 2 :

720015751 : Vallées et coteaux du Gaillardon et du Lubert (génération 1),

ZNIEFF 2 modernisation :

720002389 : Vallée de la Pimpine et coteaux calcaires,

720015764 : Vallée du Gestas,

720015751 : Vallées et coteaux du Gaillardon et du Lubert,

2.2 – Natura 2000 :

Natura 2000 - Directive Habitat

2.3 – Inscriptions autres:

Site inscrit - SIN0000400 - Place de la Prevôte et immeubles (CREON) arrêté du 23/03/1965

Site inscrit - SIN0000166 - Parc de la Peyruche et ses abords (Haux) arrêté du 05/01/1977

Patrimoine mondial de l'UNESCO - 0868-008 - Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France - Ancienne abbaye Notre-Dame de la Sauve Majeure (31/12/1998)

Patrimoine mondial de l'UNESCO - 0868-009 - Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France - Eglise Saint-Pierre (31/12/1998)

Des données sont disponibles sur le site de la DREAL Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes avec le lien direct suivant :

[Cartes & Données en Aquitaine](#) (*clic droit, puis ouvrir l'hyperlien*)

En particulier les DOCOB validés des sites Natura 2000 y sont accessibles.

Le Chef de l'Unité Eau,
Nature et Territoires

Signé

Marcel MASCI

